

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 13 octobre 2025

Références : DREAL/2025D/8221
Code AIOT : 0100300916

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESPINOSA Manuel

Route de la Gare
40280 Haut-Mauco

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 octobre 2025 de l'établissement exploité par Monsieur ESPINOSA Manuel et implanté route de la Gare sur la commune de Haut-Mauco (parcelle AH 21). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ESPINOSA Manuel
Route de la Gare - 40280 Haut-Mauco
Code AIOT : 0100300916
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Il s'agit d'une installation illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage et de différents déchets.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mesures conservatoires Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle cadastrée AH 21 et déposer un dossier de cessation d'activité visant à remettre en état la parcelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7																												
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature																												
Prescription contrôlée : <p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p>																												
Constats : <p>Lors de l'inspection, sur la parcelle cadastrée AH 21 de la commune de Haut-Mauco, située route de la Gare, sur une superficie d'environ 2 500 m², il a été constaté la présence d'un tas d'une vingtaine de véhicules compressés non dépollués complètement ou sans justificatif des opérations réalisées sur les véhicules et de 28 véhicules hors d'usage (démontés, rouillés, accidentés, contrôle technique et assurances non à jour), immatriculés comme il suit :</p> <table><tr><td>- CA-332-SR</td><td>- BV-730-DN</td></tr><tr><td>- EL-247-QD</td><td>- CE-591-YG</td></tr><tr><td>- 8091-QS-33</td><td>- BH-664-XV</td></tr><tr><td>- AV-983-CY</td><td>- BN-206-BV</td></tr><tr><td>- BY-103-XE</td><td>- 4x4 jaune et blanc non accessible sous les ronces</td></tr><tr><td>- 3049-QW-40</td><td>- 6801-RT-40 (fourgon)</td></tr><tr><td>- AQ-046-VE</td><td>- 5526-ST-64 (fourgon)</td></tr><tr><td>- BF-983-GR</td><td>- DQ-293-HY (camionnette benne)</td></tr><tr><td>- 9635-RC-40</td><td>- 5801-SA-40 (camion)</td></tr><tr><td>- BX-173-BL</td><td>- WW-395-EB (camping car)</td></tr><tr><td>- BA-925-CK</td><td>- 915-HG-40 (caravane)</td></tr><tr><td>- DS-558-RS</td><td>- 2 caravanes sans immatriculation</td></tr><tr><td>- 9856-QL-64</td><td>- 1 remorque plateau à treuil sans immatriculation</td></tr><tr><td>- 3315-RM-40</td><td></td></tr></table> <p>Par ailleurs, il a été constaté la présence sur la parcelle au sol de roues, de pièces mécaniques, d'éléments de carrosserie, d'un compresseur, d'une grue de chargement, d'une benne remplie de ferrailles et déchets divers, de bidons ainsi que des moteurs démontés avec égouttures au sol dans un abri. Le terrain est jonché de pièces automobiles en tout genre et des taches noires d'huile moteur sont visibles sur la terre.</p> <p>Or, Monsieur ESPINOSA ne dispose d'aucune autorisation préfectorale (rubrique 2712, activité soumise à enregistrement au-delà de 100 m²) pour entreposer tous ces véhicules hors d'usage et ces déchets sur ce terrain de Haut-Mauco. D'après les documents d'urbanisme (PLU de Haut-Mauco), la parcelle concernée est située en zone N (zone naturelle et forestière) et une telle activité n'est pas autorisée.</p>	- CA-332-SR	- BV-730-DN	- EL-247-QD	- CE-591-YG	- 8091-QS-33	- BH-664-XV	- AV-983-CY	- BN-206-BV	- BY-103-XE	- 4x4 jaune et blanc non accessible sous les ronces	- 3049-QW-40	- 6801-RT-40 (fourgon)	- AQ-046-VE	- 5526-ST-64 (fourgon)	- BF-983-GR	- DQ-293-HY (camionnette benne)	- 9635-RC-40	- 5801-SA-40 (camion)	- BX-173-BL	- WW-395-EB (camping car)	- BA-925-CK	- 915-HG-40 (caravane)	- DS-558-RS	- 2 caravanes sans immatriculation	- 9856-QL-64	- 1 remorque plateau à treuil sans immatriculation	- 3315-RM-40	
- CA-332-SR	- BV-730-DN																											
- EL-247-QD	- CE-591-YG																											
- 8091-QS-33	- BH-664-XV																											
- AV-983-CY	- BN-206-BV																											
- BY-103-XE	- 4x4 jaune et blanc non accessible sous les ronces																											
- 3049-QW-40	- 6801-RT-40 (fourgon)																											
- AQ-046-VE	- 5526-ST-64 (fourgon)																											
- BF-983-GR	- DQ-293-HY (camionnette benne)																											
- 9635-RC-40	- 5801-SA-40 (camion)																											
- BX-173-BL	- WW-395-EB (camping car)																											
- BA-925-CK	- 915-HG-40 (caravane)																											
- DS-558-RS	- 2 caravanes sans immatriculation																											
- 9856-QL-64	- 1 remorque plateau à treuil sans immatriculation																											
- 3315-RM-40																												

Monsieur ESPINOSA ne peut donc pas régulariser la situation administrative de cette activité et se trouve dans l'obligation d'évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle et de la remettre en état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous trois mois, d'évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur la parcelle cadastrée AH 21 et de déposer un dossier de cessation d'activité ICPE visant à remettre en état le terrain pour un usage compatible avec le PLU en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires - Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois